



HAL
open science

Les tensions constitutives du "développement durable"

Fabrice Flipo

► **To cite this version:**

Fabrice Flipo. Les tensions constitutives du "développement durable". Développement durable et territoires, 2004, Points de vue (2003-2010), 10.4000/developpementdurable.1041 . hal-00957856

HAL Id: hal-00957856

<https://hal.science/hal-00957856v1>

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les tensions constitutives du “ développement durable ”

Par : Fabrice Flipo – fabrice.flipo@ifrance.com
Ingénieur
Philosophe

Résumé : la conceptualisation du développement durable en trois piliers est trompeuse et faussement évidente. A la critique, elle se révèle peu à la hauteur des enjeux. Deux des plus anciennes catégories sont ancrées dans les institutions qui sont à l'origine du problème que le développement durable veut affronter. A l'examen, elles se révèlent enchâssées dans une culture du progrès datée et en crise. Dans ces conditions, vouloir étudier, développer et renforcer “ le social ” comme une catégorie isolée et identifiée peut être contre productif par rapport aux objectifs du développement durable. Nous essayons de montrer que nous sommes confrontés à une crise des concepts qui président à l'organisation collective. Il faut en prendre acte et tenir ce constat pour point de départ. La difficulté, désormais, n'est peut-être plus tant d'approfondir les recherches dans les catégories existantes que d'ouvrir le dialogue démocratique et interdisciplinaire vers la construction de nouvelles catégories.

Summary : the conceptualization of sustainable development in three pillars is misleading and wrongfully obvious. With criticism, it appears apolitical, technocratic and enshased in a dated culture and in crisis. Under these conditions, to want to study, develop and reinforce « the social pillar » as an isolated and identified category can be counterproductive compared to objectives of reduction of the inequalities, whatever they are. We are confronted with a crisis of the concepts which govern collective organisation, it is necessary to take note and hold this as a starting point. We try to show that the difficulty, from now on, is not to deepen research in the existing categories but of opening the democratic and interdisciplinary dialogue towards the construction of new categories.

Mots-clé : sciences humaines, épistémologie, politique, développement durable, démocratie.

Introduction

Cet article est principalement une tentative de déconstruction conceptuelle du développement durable entendu comme reposant sur trois “ piliers ”. Le texte de l'appel à contribution du troisième dossier de “ développement durable et territoire ” nous a posé des problèmes conceptuels tels que nous ne savions plus quoi répondre. Nous voudrions ici essayer d'en rendre compte de manière structurée. Pour faire court, nous cherchons à montrer que vouloir séparer “ le social ” du reste des enjeux du développement durable risque fort d'être contre productif du point de vue même des buts que l'amélioration du “ social ” se propose. Notre thèse est qu'il est difficile de comprendre les enjeux posés par le développement durable, en particulier ceux qui sont ordinairement classés dans la catégorie “ sociale ”, si l'on pose le problème dans les termes de trois “ piliers ” qui désigneraient autant de secteurs bien identifiés du monde dans lequel a lieu l'activité humaine et qu'il suffirait de “ développer ” et

d'harmoniser pour que le développement durable ait lieu. Nous tentons de montrer que le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui n'est pas l'addition ou l'approfondissement de catégories existantes mais au contraire leur remise en cause et leur réforme en profondeur. Ceci nous conduit plutôt à chercher à ouvrir des pistes vers de nouveaux concepts.

I. Les raisons des soupçons

Recourir aux anciennes catégories revient implicitement à estimer qu'elles peuvent relever les nouveaux défis moyennant quelques corrections. A voir l'ampleur de ces défis auxquels nous avons aujourd'hui à faire face, cela pose question. En effet, l'architecture institutionnelle mise en place depuis des décennies voire des siècles pour "se développer" est non seulement différente mais franchement contraire à ce qui serait nécessaire pour aller vers des sociétés durables. Quand on regarde le rapport que le PNUE a établi à l'occasion du Sommet de Johannesburg, dit aussi Rio +10 ou Stockholm +30, les résultats sont éloquentes : en 30 ans, il n'y a eu aucun progrès dans aucun des secteurs environnementaux décrits comme problématiques en 1972¹. L'Agenda 21 avait déjà fait ce constat. Les destructions provoquées par les changements climatiques causés par les émissions humaines de gaz à effet de serre doublent tous les dix ans et pourraient coûter 100% du produit mondial brut dès 2065² selon les analyses les plus pessimistes. Le Pentagone s'inquiète aujourd'hui des effets des changements climatiques sur l'équilibre géopolitique global³. L'ampleur des changements nécessaires pour que l'espace écologique⁴ soit partageable, par exemple, donne la mesure du problème : division par 4 des émissions de gaz à effet de serre, par 10 de la plupart des consommations matérielles d'ici 50 ans⁵. Tous les rapports montrent que les enjeux à moyen terme sont très lourds⁶. Il est en effet acquis que le mode de vie industriel ne sera jamais que l'apanage d'une minorité, spatiale et temporelle. Comment les "pays en développement" régiront-ils, quand il deviendra évident qu'ils ne se développeront jamais, malgré les efforts qu'ils ont consenti dans les négociations internationales et malgré des décennies de promesses des pays industrialisés ? Nul doute que cela ne concourt pas au maintien de la paix mondiale. Le rapport Brundtland le disait déjà : " *il n'est ni souhaitable, ni même possible, que les PED adoptent le même mode de consommation que les pays industrialisés* " ⁷.

Nous devons reconnaître que la crise actuelle est tout autre chose qu'une petite remise en cause. Le rapport Brundtland reconnaissait d'ailleurs que les buts habituels devaient être profondément remaniés : " *les mêmes processus qui ont permis [les] progrès ont provoqué des orientations que la planète et ses habitants ne pourront supporter encore longtemps* " ⁸. Non seulement ces progrès ne sont plus au rendez-vous, mais bientôt ce sont les biens naturels dont l'humanité a bénéficié gratuitement jusqu'ici qui sont menacés. Le rapport Brundtland affirmait d'ailleurs que " *au strict minimum, le développement soutenable signifie de ne pas mettre en danger les systèmes naturels qui nous font vivre : l'atmosphère, l'eau, les sols et les*

¹ PNUE, *Global Environmental Outlook – GEO-3*, NY, Oxford : Oxford University Press, 2002.

² A. Meyer, *Contraction & Convergence – The Global Solution to Climate Change*, Schumacher Briefings, 2000.

³ D. Stipp, *Climate collapse : The Pentagon's Weather Nightmare*, in *Fortune*, Feb. 9, 2004.

⁴ F. Flipo, *L'espace écologique - Sur les relations de l'écopolitique internationale à la philosophie politique classique*, in *Ecologie & Politique*, n°26, 2002.

⁵ E. Weiszäcker von & al., *Facteur 4*, Paris : Terre Vivante, 1997. Voir la Déclaration du Club Facteur 10 : <http://www.factor10-institute.org>

⁶ PNUE, *op. cit.*, 2002. GIEC, *Troisième rapport d'évaluation*, 2001.

⁷ Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), *Notre avenir à tous*, Montréal : Editions du Fleuve, 1988, p60.

⁸ CMED, *ibid.*, p2.

êtres vivants ”⁹. Comment avons-nous pu en arriver là ? L'écart entre les buts annoncés et les résultats est énorme. Les changements à effectuer aujourd'hui sont si importants qu'il est illusoire de croire qu'ils puissent se produire du seul fait d'une réorientation des institutions existantes. Mettre les sociétés sur une voie différente de celle de la pure croissance économique demande des changements sociétaux très profonds, et nul ne connaît aujourd'hui de levier suffisant pour le faire.

L'abondance était la destination (état final) de l'effort économique et social. Cet effort ne mène pas vers le but espéré. En l'état actuel des tendances, tout laisse penser que le but sera manqué de beaucoup. Lorsqu'on en arrive à un tel ordre de grandeur de l'erreur, c'est la raison d'être des catégories héritées qui est mise en question. Etant contemporaines du problème, il est possible qu'elles jouent un rôle non pas dans la solution du problème mais plutôt dans le maintien du statu quo, contribuant ainsi à dégrader encore un peu plus la situation. La première chose à faire devrait être d'essayer de comprendre le rôle que les catégories “ social ” et “ économique ” ont joué dans l'émergence des problèmes. Bien plus que de servir de point d'appui, ces catégories devraient donc faire l'objet de tous les soupçons.

II. Une construction « diplomatique »

Les motifs de soupçon se renforcent lorsqu'on examine le contenu de chacun des trois concepts. Depuis le XIX^{ème} siècle, au moins, « l'économie » et « le social » représentent deux secteurs bien identifiés de l'activité humaine ou au moins occidentale. L'économie désigne le secteur de la production de “ richesses ”. Le social est l'ensemble des activités permises par la redistribution de la richesse créée par ce premier secteur¹⁰. L'Etat réalise la synthèse entre ces deux parties antithétiques et pourtant complémentaires des sociétés modernes. Ces deux premiers piliers correspondent à un ensemble établi de secteurs d'activités et de disciplines scientifiques. L'économie renvoie à la gestion, la comptabilité etc. tandis que le social renvoie à l'emploi, aux syndicats, à la division du travail et aux droits de l'homme de deuxième génération. On peut regretter ou se réjouir de la faiblesse actuelle du secteur social par rapport au secteur économique, mais en tout cas aucun théoricien des sociétés industrielles n'a jamais tenu l'un pour indépendant de l'autre. L'économie a toujours été conçue comme devant être au service de tous. Les uns et les autres ont toujours parlé de “ redistribution ” des richesses économiques, prenant l'économie pour le moteur principal voire unique de la création de richesses. Libéraux et marxistes et toutes leurs composantes se sont aussi accordés sur l'objet de la science économique : la création et l'augmentation de la richesse des nations. Ils se sont aussi accordés sur le fait que c'est le mode de production qui détermine principalement l'organisation sociale (liberté économique versus autogestion). Pour l'essentiel, il existait un consensus : l'économie est la mégamachine qui produit le bien commun, le “ gâteau ” qu'on peut ensuite partager. La divergence n'a porté que sur les moyens (main invisible pour les uns, socialisme pour les autres) et les critères de redistribution (à chacun selon son mérite, à chacun selon ses besoins). Le conflit politique principal des sociétés a donc pu être théorisé comme étant celui de la redistribution et plus généralement de la définition des droits de propriété. L'économie sociale sait donc à peu près définir son objet : à niveau de richesse donné, son but est de mieux répartir les richesses produites et les efforts consentis pour les produire. Poussée jusqu'au bout, elle recherche l'égalité répartition des efforts fournis et des richesses tirées de la coopération collective. Elle s'accorde sur la définition économique de la richesse, et elle fait de cette richesse la clé de

⁹ CMED, *ibid.*, p53.

¹⁰ Voir par exemple le *Dictionnaire de la pensée politique – Hommes et idées*, Paris : Hatier, 1989, Ed. orig. London : Basil Blackwell, 1987, article “ Social-démocratie ”

toutes les autres richesses et de tous les droits sociaux, comme les autres variantes de l'économie.

Le troisième concept est très différent. Arrivé plus tardivement, dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle¹¹, il reste assez mal défini¹² : “ *la question de base suscitée par le champ de l'environnement est de savoir comment penser l'intégration de sujets humains et d'êtres non-humains dans une même représentation* ”¹³. L'environnement n'est ni un intérêt catégoriel ni un problème de redistribution. Ce n'est pas une institution. Ce n'est pas non plus un facteur de production. Les problèmes d'environnement ne peuvent pas être vus, compris ni pris en charge par les sciences, institutions ou organismes existants mais par des entités interdisciplinaires et intersectoriels¹⁴. Ils sont entre les périmètres établis des institutions, y compris les périmètres des sciences. N'avoir à son arc qu'une seule discipline, en matière d'environnement, c'est toujours être aveugle à quelques-uns des déterminants principaux du problème posé.

“ L'environnement ”, c'est plutôt le lieu des “ effets pervers ”¹⁵, “ accidents ” et autres événements néfastes et imprévus produits par les deux autres catégories. Ces catégories avaient été construites dans le but d'ordonner l'activité humaine de manière à produire un *environnement d'abondance*. Au terme de l'épopée du développement, caractérisé essentiellement par la croissance des forces productives, les êtres humains devaient jouir d'un environnement digne du jardin d'Eden. Or il semble qu'il se pose certains problèmes imprévus et mal compris. La science de l'abondance devait produire de l'abondance or elle produit des risques majeurs et de la dégradation. La catégorie “ environnement ”, c'est davantage l'ensemble des phénomènes “ anormaux ” qu'un élément bien identifié. L'environnement est le lieu des échecs grandissants des deux premières catégories. Il en déconstruit les acquis, indiquant en particulier que les richesses produites par les deux premières catégories ne sont pas de vraies richesses puisqu'elles ont “ oublié ” de prendre en compte leurs propres conditions de reproduction, ce qui, quand on se fixe pour but d'atteindre l'abondance durable, n'est pas une erreur de détail. La critique dite “ écologiste ”, dont on peut trouver les filiations ailleurs, peut sembler-t-il être résumée à la proposition suivante : les moyens mis en œuvre par ce qu'on appelle “ le développement ”, qu'il soit durable, humain ou autre, sont contre-productifs par rapport aux objectifs qu'il s'est lui-même fixés, à savoir la pérennité de l'abondance.

L'environnement ne traduit donc peut-être pas tant l'existence de problèmes “ d'environnement ” que de problèmes d'orientation et de structuration de l'action collective. Le problème n'est pas “ dehors ” mais “ dedans ”. C'est la raison d'être des catégories héritées qui est interrogée, au point d'être soupçonnées d'avoir été à l'origine des problèmes actuels. La juxtaposition classique des trois catégories sous la forme de “ trois piliers ” relève davantage d'un compromis diplomatique temporaire que d'un travail réellement fouillé sur leur sens, que ce soit du point de vue théorique ou de point de vue pratique. Utiliser ces catégories hors du contexte onusien risque donc de renforcer les problèmes plutôt que de les résoudre.

¹¹ C. Larrère, article “ environnement ”, in D.Lecourt (dir.), *Dictionnaire d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris : PUF, 1999.

¹² D'ailleurs il ne figure que dans des dictionnaires très récents – cf. C. Larrère, *ibid.*, 1999.

¹³ O. Godard, *Le concept d'environnement, une hiérarchie enchevêtrée*, in C. & R. Larrère, *La crise environnementale*, Paris : INRA Editions, 1994, pp97-112.

¹⁴ M. Rémond-Gouilloud, *Du droit de détruire – Essai sur le droit de l'environnement*, Paris : PUF, 1989.

¹⁵ comme le remarquait déjà H. Jonas, *Le principe responsabilité*, Paris : Flammarion, p.350. Voir aussi par exemple J. Theys, *L'environnement au 21^{ème} siècle : continuité ou rupture ?*, in J. Theys (dir.), *L'environnement au 21^{ème} siècle - Les enjeux*, Paris : Germes, 1998, pp31-64.

III. Ce que révèle l'histoire des concepts

Et il faut aller plus loin. “ Economie ” et social ” étaient des catégories structurées au sein d'un “ développement ” vu comme l'histoire de la domination progressive de l'homme sur la nature. L'idée de “ destin ” hante la plupart des discours sur le “ développement technique ”, depuis la ruse de l'histoire kantienne¹⁶ jusqu'à Rostow¹⁷, en passant par Marx¹⁸ et les discours contemporains sur “ le progrès ”¹⁹. Dans cette vision, les problèmes tels que les pollutions nucléaires (déchets, explosions etc.) ou les changements climatiques sont des événements temporaires ou involontaires. Ce sont des “ accidents ” de parcours, des dysfonctionnements temporaires destinés à disparaître, rien de plus²⁰. Rien n'est irréversible, de toute façon, car les pouvoirs de l'être humain, destinés à grandir sans cesse, pourront à l'avenir tout reconstruire. La substitution du capital technique au capital naturel est infinie en droit²¹. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter. Aucun des problèmes rencontrés ne doit remettre en cause les orientations fondamentales de l'action humaine, qui doit rester guidée par les mêmes objectifs et les mêmes rituels : produire et consommer davantage, modifier toujours plus la nature etc. En 1959, alors que l'hypothèse de changements climatiques provoqués par des émissions massives de gaz à effet de serre est disponible depuis plus de 80 ans, Alain Michel, dans le mensuel *Science & Vie*, affirme encore avec véhémence qu'il n'y a “ aucune raison de s'inquiéter ” : il faut plutôt avoir confiance dans les pouvoirs de la science pour trouver les thermostats planétaires avant le déluge²². Quand Alfred Sauvy affirme en 1973 que le niveau des mers risque de monter de 70 mètres²³, pas davantage de réaction, pas de renforcement des programmes de recherche, pas de remise en cause des émissions de gaz à effet de serre. De même, quand les partisans du nucléaire promettent l'élimination prochaine du danger constitué par les déchets nucléaires, ils n'ont pas à le prouver, c'est au contraire à ceux qui affirment qu'il y a danger de prouver leurs dires. Il y a là un naturalisme redoutable : notre conception du destin de l'espèce humaine a la valeur d'une loi naturelle qui déciderait pour “ nous ”, et “ nous ” dédouanerait d'une pensée réellement politique. Si l'avenir est écrit, pourquoi en discuter ? Pourquoi devrait-on faire l'effort de penser l'avenir dès lors que ce dernier est écrit à l'avance ? Nous devons retrouver l'Eden perdu. Les efforts successifs des êtres humains, chaque génération juchée sur les épaules de ses aïeux, devaient arriver à “ remettre la nature à l'endroit ”. Il suffisait d'avoir la foi²⁴, car “ l'humanité a toujours progressé en mettant la nature à son service ”²⁵ et il ne saurait être possible que l'inverse se produise.

¹⁶ E. Kant, *Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique*, 1784, 8^{ème} proposition.

¹⁷ W.W. Rostow, *Politics and the Stages of Growth*, Cambridge : Cambridge University Press, 1971, Ed.orig. 1959

¹⁸ K. Marx, *L'idéologie allemande*, Paris : Editions sociales, 1957, Ed. orig. 1845.

¹⁹ Ainsi G. Hottos : “ mon hypothèse est que la dynamique technoscientifique d'émancipation par rapport à toute contrainte symbolique et biophysique donnée est en soi bonne ” in G. Hottos, *Le signe et la technique*, Paris : Aubier, 1982, p. 146.

²⁰ Voir P. Virilio, *Ce qui arrive*, Paris : Galilée, 2002.

²¹ Ce qui conduit par exemple à l'hypothèse d'une substituabilité infinie des services artificiels aux services naturels – cf. R. Solow, 1992 cité in GIEC, *Second Rapport d'Evaluation*, 1995, p. 139.

²² A. Michel, *Le charbon que nous brûlons réchauffe la Terre; conséquence possible : le déluge*, in *Science & Vie*, n°500, mai 1959, pp123-126.

²³ A. Sauvy, *Croissance zéro ?*, Paris : Calmann-Lévy, 1973.

²⁴ PA. Taguieff, *Du progrès*, Paris : Librio, 2002.

²⁵ Appel de Heidelberg, publié le 1^{er} juin 1992 avec 264 signatures de scientifiques de diverses disciplines mais parmi eux aucun écologue, cité in Archimède & Léonard, Hors-Série n°10, Hiver 1993-1994, p90.

En fait de “ maîtrise de la nature ”, c’est plutôt l’ampleur des déficiences du savoir orthodoxe sur la nature qui se fait jour. Les théories descriptives de la nature ont échoué : contre Newton, Galilée et Laplace, le grand livre de la nature n’est pas écrit en langage mathématique. Régie par des phénomènes chaotiques mal prévisibles, la maîtrise des phénomènes naturels a été déçue. Il existe une histoire naturelle dont nous faisons partie et qui ne peut pas se réduire à un ensemble de lois simples dont nous pourrions un jour nous rendre “ *comme maîtres et possesseurs* ”²⁶. Les lois mises en évidence dans les laboratoires ne sont pas nécessairement les mêmes que celles qui sont valides dans un autre lieu de la nature. La science ne produit plus la maîtrise, et le pouvoir semble incontrôlé. La théorie de l’histoire naturelle de l’humanité n’a pas mieux réussi. La main invisible n’harmonise pas les relations des actions humaines avec les autres êtres vivants naturels ni avec les processus naturels. Rien n’indique que le Plan rencontre davantage de succès. Les conséquences de l’action sont mal anticipées, puisqu’elles sont basées sur des théories négligeant un certain nombre de facteurs clé à l’œuvre dans le réel. Les actions produisent donc toujours davantage de maux, toujours plus graves. L’effondrement des ressources et des capacités de charge naturelles dont le concours est requis pour maintenir l’ordre industriel entraînerait avec lui l’effondrement de l’ensemble de l’ordre mondial. L’Eden ne se produit pas. C’est au contraire l’Enfer qui semble au bout du tunnel. L’avenir radieux s’est transformé en une dangereuse némésis²⁷.

De “ ressources ” en “ environnement ”, ce n’est peut-être pas tant une nouvelle catégorie qui se construit que l’évidence des anciennes catégories qui s’estompe. Ce qu’on appelle “ la crise environnementale ”, qui est à l’origine de la construction du concept de développement durable, semble être moins l’histoire de l’émergence d’une nouvelle catégorie que l’histoire de l’échec des catégories anciennes. Le problème principal semble plutôt résider dans la représentation collective et partagée que les sociétés “ développées ” ou “ en développement ” se font de leur propre nature, de leur origine, de leur raison d’être et de leur avenir. Le rapport de la Commission sur la Gouvernance Mondiale témoigne de cet effritement des anciennes réponses : “ *il nous faut accepter que l’idée de progrès n’est pas seulement l’œuvre du destin, mais le fruit de notre travail* ”²⁸. Si les anciennes sources de réponses se sont tariées, où trouver de nouvelles sources ? Que doit-on répondre maintenant ? Il s’agit ici d’un problème existentiel et cosmologique, plus profond qu’une simple divergence politique. Et si les sociétés cherchent aujourd’hui à se penser d’une manière différente, alors le maintien des catégories anciennes risque de freiner cet élan créateur et émancipateur. Plutôt que d’approfondir les catégories héritées, au risque de les réifier, l’effort devrait donc porter sur leur déconstruction et leur ouverture vers d’autres possibles.

Conclusion : et le social dans tout ça ?

Avant de savoir comment améliorer le social afin qu’il contribue au développement durable, nous devons définir précisément ce qu’on entend par là et en quoi cette catégorie peut contribuer à résoudre le problème posé. On peut bien sûr définir “ le social ” par la négative : la réduction des inégalités, des exclusions etc. Mais de manière positive, de quoi est-il question ? D’améliorer les connaissances ? Mais à quoi serviront les connaissances développées pour des techniques basées sur des ressources épuisables ? Ne deviendront-elles pas désuètes ? Se soucie-t-on encore de savoir domestiquer le dodo ou chasser le mammoth ?

²⁶ Descartes, *Discours de la méthode*, 1619, sixième partie.

²⁷ La fable, c’est le destin cosmique de l’humanité qui quitte la Terre avant l’explosion du Soleil, au moyen d’un environnement purement artificiel, avec toutes les connotations mystiques et religieuses de la pureté. Jesse H. Ausubel, *The liberation of the Environment*, 1996, cité in A. Grübler, *Technology and global change*, Cambridge : Cambridge University Press, 1998.

²⁸ Commission sur la gouvernance globale, 1994, *Notre voisinage global*, Nations Unies. URL : <http://www.cgg.ch>

Le problème est-il bien de développer des connaissances pour lutter contre les maux créés par les êtres humains, ou au contraire de lutter contre les maux eux-mêmes ? Ce savoir est-il bien un progrès, ou est-ce plutôt une contrainte supplémentaire ? Est-ce alors d'accroître l'emploi ? Mais quel est l'avenir des activités non durables ? Est-ce la santé ? Vivre plus longtemps, oui mais pour quoi ? Travailler toute sa vie et ensuite finir en maison de retraite sous assistance médicale ? Les questions sont nombreuses et ne peuvent pas se ramener sans perte à une simple question de quantité d'un actif donné.

Nous recherchons tous une manière de poser le problème qui rende possible son traitement politique. Il est préférable d'en revenir à des références moins marquées culturellement. La philosophie a son mot à dire ici, non pas en tant que pourvoyeuse de solutions politiques et idéologiques, car comme l'on sait la chouette de Minerve s'envole à la tombée de la nuit, mais en tant qu'aide à la clarification conceptuelle. Plutôt que des terrains de recherche ou des catégories opérationnelles de politiques publiques, la conception en trois piliers devrait être comprise comme un aide-mémoire pédagogique. Le développement durable, c'est quelque chose qui n'est pas encore identifié. Cela signifie que seule une approche pluridisciplinaire est susceptible de trouver des nouvelles catégories pour l'action. Un grand nombre de conflits a été trouvé, maintenant il faut plutôt travailler sur les synergies, dans les concepts comme dans les pratiques. Les chercheurs devraient donc non seulement être au plus près de la demande collective mais aussi la nourrir par des efforts de vulgarisation et de dialogue démocratique sans précédent, en particulier en éclairant les divergences collectives. Nous avons un immense travail à faire pour refonder les catégories nous permettant de repenser le monde. Et c'est là un travail proprement politique, et non pas seulement un travail théorique.